RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 JUIN 1968

1re CIRCONSCRIPTION

Candidat Indépendant de Défense de la République

par la Sagesse et la Raison

ÉLECTRICES,

ÉLECTEURS,

En me présentant au suffrage des électeurs de la Circonscription de MONTAUBAN, je crois respecter à la lettre les positions d'homme public et de responsable économique que j'occupe depuis de nombreuses années.

En effet, l'enjeu des Elections Législatives prochaines est le plus important depuis bien longtemps. De son issue dépend l'avenir du pays, de ses enfants, de ses structures.

Nous avons à choisir entre la liberté et la dictature, entre le travail et l'anarchie, entre l'ordre et le désordre.

Pour ma part, et depuis longtemps, mon choix est fait.

Je suis pour LA LIBERTE, pour LE TRAVAIL, pour L'ORDRE.

Entre le parti de la peur et celui de la terreur, il doit y avoir celui de la majorité des Français.

Celui de la Raison.

Celui de la Tolérance.

Celui du Respect de toutes les Libertés.

Celui du Droit à la Vie par le Travail.

Celui de la Sagesse.

C'est pour cela que, à l'image de beaucoup de Français, je ne puis admettre l'alternative devant laquelle on vient de placer le Pays.

C'est pour cela que, conscient de mes responsabilités, j'en appelle aux Tarn-et-Garonnais, soucieux de préserver le présent, mais aussi l'avenir. Il y a place pour des hommes libres au Parlement et non pour des robots de toute obédience.

Les récents événements devraient ouvrir les yeux à ceux qui se cherchent. Les extrêmes sont toujours dangereux parce que de nature et de composition explosives.

D'un côté comme de l'autre, les victimes sont toujours les mêmes : ceux qui travaillent et quelle que soit la nature de ce travail. Si l'avenir de Citroën, de Renault ou Pechiney est assuré en tout état de cause, par contre, celui de nos entreprises départementales est menacé, l'avenir de nos commerces, de nos artisans et de nos agriculteurs également. Que dire de celui des ouvriers suspendus à l'espoir d'avoir le plein emploi. Depuis des mois, je dénonce l'extrême précarité de l'économie française, surtout sur le plan régional. Pour n'avoir pas su à temps prendre les mesures qui s'imposaient, le pays est menacé d'asphyxie.

Les petites entreprises, déjà démunies de trésorerie, sont, après l'arrêt dû aux grèves, exsangues et dans des situations dramatiques. L'emploi est menacé. Il ne suffit pas de dénoncer tel ou tel danger, il faut aussi reconnaître ses responsabilités, et cela n'est pas encore fait.

C'est pour cela qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention de tous les électeurs sur le danger de demain, mais aussi sur les responsabilités d'hier.

Que l'on ne nous place pas devant l'alternative car, et c'est la loi, le Président de la République est encore en place jusqu'en 1972.

Pour avoir voté dans l'équivoque pendant des années, les Français en sont arrivés à la situation actuelle.

Pour informer tous ceux qui veulent *la Paix, l'Ordre, le Travail,* mais aussi *le Respect de la Liberté,* il était de mon devoir d'écrire ces quelques mots.

Pour avoir, pendant plus de dix ans, exercé des responsabilités économiques et cela « du moins je le crois » sans sectarisme, en respectant toutes les opinions, je demande à tous de réfléchir sur le vote qu'ils vont émettre, afin qu'il soit sans passion.

Ma candidature n'a pas d'autre but que de démontrer que les Tarn-et-Garonnais, conscients des heures graves qu'ils vivent, sauront choisir autre

chose que le parti de la peur ou celui de la terreur, en choisissant celui de la raison et de l'objectivité.

Elle a aussi pour but de démontrer que le drapeau tricolore appartient à tous les Français et non à une seule fraction.

L'analyse de la situation présente m'amène à penser qu'une des causes profondes, et peut-être la seule cause profonde de la grave crise actuelle, c'est l'éviction de l'homme dans tous les domaines.

La solution, c'est donc la réintégration de l'homme dans les activités diverses de la société. Elle se traduit dans la réalité, dans la matérialité des faits, par le dialogue.

Dans *l'Enseignement*, il faut que l'Université centralisée, voulue par Napoléon, cède la place à l'Université gérée par tous les participants : enseignants, étudiants, parents d'élèves.

Dans *l'Entreprise*, il faut que tous ceux qui concourent à l'activité soient unis dans une collaboration féconde ; il ne faut plus de paternalisme d'un côté, ni doctrines figées de l'autre. Il faut prendre en considération la fonction sociale de l'Entreprise avec toutes les conséquences que cette position comporte, pour l'employeur et les salariés.

Dans *l'Economie*, à l'échelon local, qu'il s'agisse des salariés, des commerçants, industriels, artisans, agriculteurs, professions libérales, il faut appeler au dialogue ceux qui sont directement intéressés, c'est-à-dire toute la population locale, par l'intermédiaire de représentants élus et non choisis ; et il doit s'agir d'un dialogue et non de deux monologues, la vérité ne pouvant pas nécessairement et à priori être toujours du même côté et l'erreur de l'autre.

A l'échelon national, le dialogue c'est la restitution au Parlement de ses prérogatives naturelles, de son rôle de représentant des Français ; il doit être entendu et ses avis doivent être pris en considération, car les Parlementaires sont au contact de la réalité quotidienne et de ses difficultés.

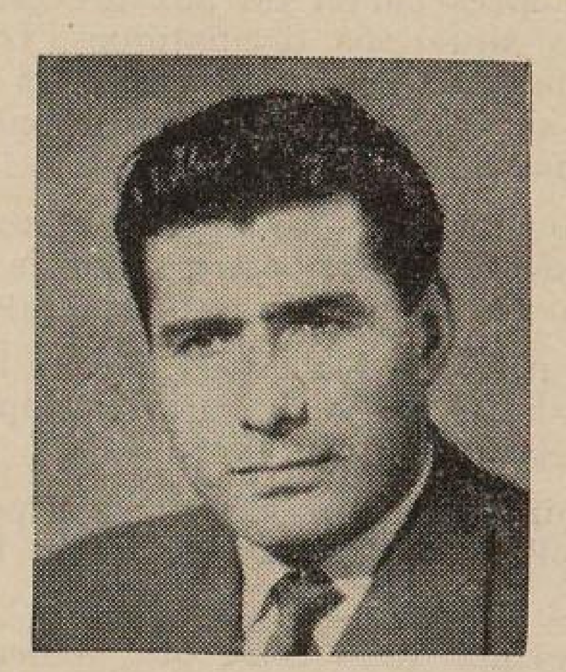
A l'heure actuelle, la seule issue possible est le dialogue à tous les stades ; la France n'est pas une abstraction : la France, en définitive, c'est l'ensemble des Français et pour que la France vive il faut que tous ses enfants puissent vivre.

Et cela c'est l'objectif que je me suis fixé et pour lequel je présente ma candidature; je le crois sage, exempt de démagogie, susceptible de rallier les suffrages de tous les Français soucieux de l'avenir de leur pays.

Je ne crois pas nécessaire de présenter les doléances et les aspirations de toutes les catégories sociales de la Nation. Je pourrais le faire facilement et en versant même dans la démagogie. Mais je reste convaincu que dans la conjoncture actuelle, seul d'un dialogue réaliste, réunissant tous les intéressés, peut sortir un véritable programme de paix sociale, de respect du travail, de la dignité humaine et d'action gouvernementale.

C'est à ce que je crois être l'intérêt national que je convie les électeurs, en apportant sur mon nom leur vote pour la défense de la République et la sauvegarde de la Nation.

Vu : Les Candidats,



SOUPA Jean

Commerçant

REMPLAÇANT EVENTUEL :

CARBONELL Antoine

Comptable, Salarié d'Entreprise

ATELIERS DU MOUSTIER - MONTAUBAN